



Job Specification:

Conseiller (H/F) en Développement des capacités institutionnelles

Département:

Programmes

Grade:

PSM 5

Sous la supervision de:

Conseiller Régional HMA

Responsable de:

N/A

Lieu:

Sénégal, avec déplacements fréquents en Mauritanie & Guinée Bissau

Durée du contrat:

Contrat à durée déterminée de 12 mois (avec possibilité d'extension, sous réserve de financement)

La vision de MAG est un avenir sûr pour les femmes, les hommes et les enfants victimes de la violence, des conflits et de l'insécurité. Les gens vivront dans des communautés où leurs droits seront respectés, dans la dignité et le choix, sans avoir à craindre les mines, les restes explosifs de guerre et l'impact des armes légères, de petit calibre et des munitions.

La mission de MAG est de sauver des vies et de construire un avenir plus sûr. Nous utiliserons notre savoir-faire et nos compétences spécifiques pour sauver des vies en éliminant les mines et les restes explosifs de guerre, et pour réduire l'impact des armes légères et de petit calibre et des munitions sur les personnes et les communautés. La manière dont nous nous y prenons est aussi importante que ce que nous faisons - nous travaillons principalement avec et pour les communautés, pour nous "tout tourne autour des personnes".

Objectif du poste :

Dans le cadre de ses activités croissantes d'action contre les mines en Guinée-Bissau, au Sénégal et en Mauritanie, MAG aide les autorités nationales en charge de l'action contre les mines à remplir leurs obligations au titre de l'article 5 du Traité d'interdiction des mines anti-personnel. Pour ce faire, MAG contribue à renforcer les capacités et la pérennité des centres nationaux d'action contre les mines (CNAM), agences nationales chargées de la planification, de la coordination et du suivi de l'action contre les mines dans le pays, afin qu'ils soient pleinement opérationnels et disposent de ressources suffisantes. Des ressources et activités de développement des capacités dédiées soutiendront cet objectif afin d'appuyer les autorités nationales à renforcer leur autonomie.

En Guinée-Bissau, le CAAMI (Centro Nacional de Coordenação da Accção Anti-Minas) dispose d'un bureau dans la capitale Bissau avec une quinzaine de personnes issues du milieu civil et militaire. Bien que la Guinée-Bissau ait rempli ses obligations en vertu de l'Article 5 du Traité d'Ottawa en 2012, et que la structure ait été maintenue, leurs activités ont presque totalement cessé. La Guinée-Bissau a soumis une demande d'extension en vertu de l'Article 5. La demande présente un plan national pour traiter la contamination restante en achevant une enquête nationale non technique d'ici la fin 2023, tout en mobilisant parallèlement les capacités de marquage, de dépollution et d'éducation aux risques des engins explosifs.

Au Sénégal, le CNAMS (Centre National d'Action Antimines au Sénégal) a un bureau en Casamance, dans la ville de Ziguinchor, qui compte environ 25 personnes. Le CNAMS a été créé en 2006. Le Sénégal a soumis une troisième demande de prolongation au titre de l'Article 5, qui s'étendra jusqu'en 2026.

En Mauritanie, le PNDHD (Programme National de Déminage Humanitaire pour le Développement) a un bureau dans la capitale Nouakchott et un bureau régional dans la région de Nouadhibou. Il compte une vingtaine de personnes, issues du milieu militaire et civil. La Mauritanie est un État partie au Traité d'interdiction des mines anti-personnel et à la Convention sur les armes à sous-munitions. La Mauritanie dispose d'une prolongation au titre de l'Article 5 du Traité qui s'étend jusqu'en 2026 ; et une prolongation au titre de l'article 4 de la Convention qui s'étend jusqu'en 2024.



Par son action MAG apporte un soutien organisationnel, technique et financier direct au CAAMI, CNAMS et PNDHD contribuant à ce que la Guinée-Bissau, le Sénégal et la Mauritanie remplissent leurs obligations au titre des Traités et Convention.

Cette opportunité passionnante sera la première fois que MAG détachera un membre du personnel pour travailler à temps plein avec les autorités dans cette région et contribuera à accroître notre impact et à mieux répondre aux besoins des communautés que nous avons pour mission de servir.

Description du poste

À la suite des discussions déjà menées avec les CCMN, le titulaire du poste mènera une évaluation formelle et identifiera les domaines à développer au sein de l'autorité. Construire une capacité nationale durable à long terme, de plus en plus capable d'assumer la gestion du secteur. En partenariat avec les CCMN et avec l'appui du personnel du MAG dans le pays et dans le monde, ainsi que d'autres spécialistes le cas échéant, le titulaire du poste élaborera, fera approuver et mettra en œuvre un plan de formation tenant compte de la culture et du genre en réponse aux besoins identifiés. Ce plan s'adressera au personnel à tous les niveaux de l'organisation.

Le Conseiller (H/F) devra :

- (1) Gérer les relations partenariales en lien avec ce projet avec les principales parties prenantes au niveau des autorités nationales et des CNAM, afin de garantir une participation pleine et entière durant toutes les étapes du projet ;
- (2) Mener une évaluation des besoins avec les CNAM : élaboration de la méthodologie, réalisation de l'évaluation avec le soutien des conseillers techniques et autres personnels MAG, rédaction et diffusion d'un rapport sur les résultats de l'évaluation des besoins ;
- (3) Élaborer un plan clair pour répondre à ces besoins, y compris une planification annuelle des résultats intermédiaires pour mesurer et quantifier les progrès ;
- (4) Dispenser la formation directement, ou commander, faciliter et superviser la prestation de toutes les formations techniques et non techniques prévues en lien avec les partenaires identifiés (UNMAS, GICHD) et autres organismes pertinents, avec un suivi et un encadrement sur le terrain intégré dans les plans de formation ;
- (5) Assurer directement l'encadrement et le mentoring sur le lieu de travail, et faciliter et superviser le déploiement de capacités supplémentaires si nécessaire pour garantir l'aboutissement des résultats attendus.

Il est prévu que le plan de formation comprenne tout ou partie des domaines suivants, ainsi que d'autres domaines à identifier lors de l'analyse des besoins :

Relations extérieures, plaidoyer, collecte de fonds et communications

1. Une coordination nationale efficace
2. Plaidoyer à tous les niveaux nationaux et internationaux (par exemple, ministères, directeurs, niveau opérationnel, bailleurs, États membres du Traité sur l'interdiction des mines anti-personnel).
3. Soutenir le plan de mobilisation des ressources (aux niveaux national et international)
4. Communication externe (développement et maintenance de site web, médias sociaux, etc.)
5. Rédaction de propositions de projet et de rapports

Administration et gestion

1. Planification stratégique
2. Gestion des risques
3. Leadership, gestion des opérations et attribution des tâches
4. Suivi et évaluation
5. Logistique et approvisionnement
6. Administration et finances



7. Compétences informatiques à différents niveaux

Gestion de l'action contre les mines

MAG a déjà identifié les domaines prioritaires suivant pour le développement des capacités des CNAM :

1. Aspects de gouvernance (traités internationaux, lois nationales, rôles et responsabilités)
2. Développement ou mise à jour et approbation des normes nationales de l'action contre les mines clés
3. Définition du processus de remise à disposition des terres
4. Développement de cadres de suivi et d'évaluation
5. Développement d'un système de gestion de l'information couvrant la collecte, le contrôle, le stockage, l'analyse, la visualisation et le partage des données (ressources, procédures, outils pour une base de données fonctionnelle et une utilisation efficace d'IMSMA).
6. Développer et mettre en œuvre un cadre de gestion de la qualité

Tous les membres du personnel international sont tenus de s'acquitter des tâches générales suivantes :

- Travailler dans le cadre des valeurs fondamentales de MAG, en promouvant son éthique et sa de mission.
- Travailler à la réalisation des objectifs de la sytratégie du programme et/ou du département
- S'assurer de la connaissance et du respect de toutes les politiques et procédures MAG et se tenir informé des activités de MAG.
- Suivre et appliquer les enseignements tirés des programmes de formation et de développement appropriés.
- Assumer le rôle d'une manière appropriée dans les pays en développement et les zones de conflit où le niveau de vie peut être basique
- Assumer le rôle d'une manière appropriée au contexte culturel et dans le cadre juridique local.
- Comprendre et respecter les normes décrites dans le cadre de protection de MAG, en agissant avec le soin et l'attention nécessaires pour préserver le bien-être de toute personne entrant en contact avec le travail de MAG et en signalant tout problème éventuel.

Il s'agit d'un document non contractuel qui peut être modifié de temps à autre en fonction des circonstances. Cette description de poste a pour but de résumer les principales fonctions et responsabilités du poste ; il ne s'agit pas d'une liste complète et exhaustive des tâches. On attend de tout le personnel MAG qu'il fasse preuve de flexibilité et qu'il soit prêt à accomplir les tâches appropriées lorsque le besoin s'en fait sentir

Spécification de la personne :

Expérience essentielle

- Expérience significative dans la gestion d'activités de renforcement des capacités dans un contexte humanitaire avec des partenaires gouvernementaux.
- Expérience avérée dans la gestion du cycle de projet/planification annuelle, y compris (mais pas exclusivement) :
 - La réalisation d'évaluations des besoins en capacités et d'analyses des lacunes ;
 - L'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation tenant compte de la dimension de genre et de stratégies de renforcement des capacités à long terme, ciblées et mesurables, à l'intention du personnel de tous les niveaux et de tous les niveaux d'expérience et de compétence ;
 - La direction des processus de planification annuels et trimestriels et la coordination de collègues à tous les niveaux pour assurer une participation et une adhésion efficaces ;
 - Le suivi et l'évaluation de l'avancement du projet, en le mesurant par rapport aux étapes convenues et en apportant des ajustements à la planification lorsque cela est nécessaire/souhaitable
- Gestion efficace des relations avec les parties prenantes, notamment les homologues gouvernementaux, les autres partenaires de mise en œuvre, les organisations internationales de donateurs, les organes des

- Nations unies, les représentants de la société civile et du secteur privé.

Compétences, connaissances et aptitudes essentielles

- Excellent français, parlé et écrit. Anglais et/ou portugais apprécié(s)
- Capacité à rédiger des rapports clairs et concis d'un niveau élevé.
- Hautement organisé-e, avec des compétences efficaces en matière de négociation et d'influence, du tact et de la diplomatie.

Qualifications

- Diplôme en développement international, gestion et administration ou autres disciplines pertinentes.

Souhaitable

- Il ne s'agit pas d'un poste technique, les candidats ne sont donc pas tenus d'être qualifiés dans le domaine de la neutralisation des explosifs et munitions ; toutefois, une certaine expérience ou compréhension du secteur de l'action contre les mines serait un avantage.

Employé signé :	Date :
Responsable signé :	Date :

